

Quatre candidats pour un poste de ministre-Président

Si le nom d'Elio Di Rupo a été avancé ces dernières semaines, il semble désormais que Paul Magnette remporte la mise.

Rudy Demotte et Jean-Claude Marcourt sont-ils définitivement hors jeu ?

Elio Di Rupo

Le risque du mandat de trop en Wallonie

Si son nom circulait avec insistance depuis l'annonce de la mise en place d'une coalition PS-CDH en Wallonie, il semble que les rumeurs perdent quelque peu d'ardeur ces derniers jours. Sa situation de Premier ministre en affaires courantes constitue sans doute un obstacle non négligeable à la montée ou la descente (en fonction des points de vue) d'Elio Di Rupo à la tête du gouvernement wallon. Et puis, la fonction de président de parti lui permet de peser sur ses troupes. Enfin, la porte du fédéral n'est pas encore totalement fermée.

Les plus. Il a déjà occupé la fonction deux fois. La première en juillet 1999, où il a lancé le Contrat d'avenir pour la Wallonie (vague ancêtre du Plan Marshall). Mais cette première expérience sera de courte durée puisqu'en octobre de la même année, il prend la tête du PS et abandonne la ministre-Présidence à Van Cau. En 2005, après la démission du même Van Cau (suite aux affaires carolos), il reprend les rênes presque à reculons pour deux années avant de céder sa place à Rudy Demotte. Il connaît évidemment le Plan Marshall et la fonction. Il n'aura donc pas besoin de temps d'adaptation et une certaine autorité naturelle devrait lui permettre de tenir son gouvernement. Autre avantage non négligeable, en tant que Premier ministre, il connaît par cœur la sixième réforme de l'Etat qui, dès le 1^{er} juillet prochain, sera mise en œuvre au niveau régional.

Les moins. Si le fait d'avoir occupé deux fois la fonction est un avantage, c'est également une faiblesse. L'image d'un Premier ministre déboulonné par la droite du pays qui se retire en Wallonie peut apparaître comme une envie pour lui de conserver le pouvoir quelque part et à tout prix. Surtout s'il décide de rester président du PS empêché. Autre inconvénient, Elio Di Rupo est-il encore cet homme d'avenir dont la Wallonie a besoin pour continuer un redressement que plus personne ne lui conteste ? Après trois années au sommet de l'Etat, aura-t-il le jus nécessaire pour mener cinq ans durant un gouvernement confronté à des enjeux importants ? Pour beaucoup, il est peut-être temps pour le Montois de passer la main à tous niveaux.

S.Ta.

Paul Magnette

L'homme a priori "idéal" s'il n'y avait Charleroi

Plus les années passent et plus le Carolo s'impose comme un homme avec lequel le PS doit compter. Pour l'heure, c'est lui qui tient la corde qui doit mener à l'Elysette.

Les plus. L'homme est intelligent, son assise politique est de plus en plus importante et les récentes joutes électorales qu'il a menées face à Bart De Wever ont montré qu'il disposait d'une autorité certaine. Jeune, il peut s'inscrire dans la durée et mener à bien la transposition de la sixième réforme de l'Etat en Wallonie. Il a démontré en campagne électorale qu'il était capable de mouiller sa chemise pour rencontrer ses objectifs. Le dynamisme qu'il tente d'insuffler sur Charleroi est visible. Il sait s'entourer et faire émerger des idées intelligentes et novatrices. Il a également très bien compris les rouages du jeu politique (son passé de politologue n'y étant évidemment pas pour rien), il incarne cette nouvelle génération du PS, plus moderne et tournée résolument vers l'avenir.

Les moins. Il est bourgmestre de Charleroi en titre et gageons qu'un départ de la plus grande ville de Wallonie qui entame seulement les prémices d'un hypothétique redéploiement serait vu comme une trahison. Surtout, peut-être, car il n'y a pas grand monde derrière lui pour mener ce rôle de leader qui manquait au Pays noir. Et puis tenir les rênes du gouvernement wallon tout en tenant à l'œil (empêché) la cité du bord de Sambre avec rigueur est sans doute impossible pour un seul homme. On peut également aborder la question de son expérience ministérielle. Elle est quasi nulle en Wallonie, où il dirigea l'action sociale durant un laps de temps trop court. Si on peut lui reconnaître un engagement total dans le dossier des salaires des tops managers au niveau fédéral, il ne l'aura pas fait aboutir lui-même. L'aisance qu'il dégage et qui peut parfois apparaître aux yeux de certains comme une forme de suffisance devra sans doute être contrôlée s'il ne veut pas crispier ses interlocuteurs. Il est, de plus, toujours président du PS faisant fonction, un mandat qu'il ne pourra cumuler (même si rien ne l'empêche) avec la tête du gouvernement wallon.

S.Ta.

Rudy Demotte

Une longue expérience en forme de handicap

Et s'il se succédait à lui-même ? Si l'idée n'a pas les faveurs des bookmakers, elle tient toujours un peu la route. Et même si d'aucuns lui prêtent, si ce n'est lui-même, l'ambition de prendre le portefeuille de l'Economie, l'hypothèse semble peu crédible. Une hypothèse qui circule le voit prendre la tête du seul gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Et si la porte du fédéral s'ouvre pour son parti, il serait de la partie.

Les plus. Il connaît la maison Wallonie et son bilan personnel à la tête d'un exécutif Olivier dans lequel il fallait gérer de solides individualités (Nollet, Marcourt, Antoine) est plutôt bon. Il connaît aussi le Plan Marshall comme sa poche et il a contribué durant ces cinq dernières années à développer une identité wallonne qui lui tient à cœur. Et si santé en a pris un coup, il est à présent en grande forme. Comme ministre, sa force de travail a toujours été estimée; on se souvient, côté flamand, très positivement de son passage à la santé. Il peut encore se révéler précieux en intérimaire de luxe, si Elio Di Rupo décide de revenir à Namur. Demotte pouvant dès lors lui chauffer la place en taulier qu'il est devenu après un long bail de sept ans. Rappelons encore qu'il parle néerlandais parfaite-

ment. Un atout pour faire rayonner la Wallonie de l'autre côté de la frontière linguistique. Homme sensible, il est rodé au jeu politique et peut aussi être cinglant dans le débat. Homme du peuple, contrairement à ce que beaucoup pensent, il connaît les réalités sociales parfois dures en Wallonie.

Les moins. Il a passé sept ans à la tête de l'exécutif wallon (c'est un record pour un ministre-Président wallon). C'est finalement surtout ce long bail qui l'empêchera peut-être de revenir à l'Elysette. Un autre problème qui risque de se poser pour lui : certains au PS ne lui ont toujours pas pardonné d'avoir souhaité, un jour, ravir le leadership du parti à Elio Di Rupo. Si plusieurs hypothèses le voient au fédéral, le PS n'est pour l'instant pas assuré (loin de là) de monter dans l'attelage. En conclusion, il pourrait même se retrouver sans rien, si ce n'est son poste de député et son maïorat tournaisien. On a cependant du mal à y croire.

S.Ta.

Jean-Claude Marcourt

L'atout liégeois en manque de charisme

Pour certains, si son entourage n'avait pas eu l'idée pour lui, il n'y aurait jamais pensé. La formule est sans doute excessive pour ce ministre qui depuis dix ans maîtrise ses dossiers avec intelligence. Et si ses chances semblent s'amoinrir ces dernières semaines, le Liégeois ne manque pas d'atouts pour rejoindre l'Elysette comme locataire principal.

Les plus. Depuis les dernières élections, on sait que Jean-Claude Marcourt est capable de faire un score électoral en Wallonie. Une assise populaire n'est jamais une mauvaise chose pour briguer ce type de fonction. Ses dix ans passés à la tête de l'économie wallonne en font un expert en la matière. Un grand nombre de patrons apprécie ce ministre pourtant socialiste. Et si l'avantage peut paraître insignifiant, précisons pour ceux qui l'ignorent que Jean-Claude Marcourt est liégeois. La fédération liégeoise du PS attend depuis longtemps maintenant de truster un poste important. D'autant que dans l'autre grande fédération wallonne (Hainaut) on dispose encore pour l'heure du Premier ministre, du président du PS (ff) et du ministre-Président wallon. Ancien chef de cabinet, Marcourt est un homme qui connaît ses dossiers sur le bout des doigts et sa vision pour la Wallonie a le mérite d'être à long terme.

Les moins. Jean-Claude Marcourt n'est pas toujours charismatique. C'est assez étonnant, mais dès que l'assemblée grandit il perd ce charme qu'il a pourtant en petit comité. Une timidité qu'il devra travailler s'il souhaite aller plus loin, d'autant que par instants, elle peut aussi le faire passer pour un homme arrogant. La longue opposition qu'on lui prête à la fois à tort et à raison avec Rudy Demotte pourrait aussi jouer contre lui. L'émergence d'un troisième homme étant alors utilisée en interne comme la solution à cette querelle souvent feinte, parfois réelle. Et si la sensibilité qui se dégage parfois des réponses de cet homme ancré à gauche peut être un atout, elle sera aussi un inconvénient face à tous ceux qui, en politique (et il y en a), ne pensent qu'à tuer l'adversaire.

S.Ta.

Elysette cherche locataire

C'est peu dire que la place de ministre-Président wallon a fait couler beaucoup d'encre ces dernières années. Une encre pas toujours sympathique d'ailleurs, puisque l'avant-élection a surtout été marquée par un duel interne entre le sortant, Rudy Demotte, et son vice-Président en charge de l'Économie, Jean-Claude Marcourt. Une guéguerre entretenue par l'entourage des deux hommes plus que par eux-mêmes, finalement. Depuis le 26 mai 2014, au lendemain de la triple élection (régionale, fédérale et européenne), le casting socialiste s'est quelque peu étoffé. Depuis que les négociations pour la future coalition ont été entamées par le duo de présidents du PS et l'annonce du probable renvoi (à l'heure actuelle) du PS dans l'opposition au fédéral, le poste semble intéresser un plus grand nombre de personnalités. A moins d'une surprise du chef, ce sera un de ces quatre-là qui devrait remporter la mise. On prend les paris ?

Stéphane Tassin